

## Note du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage français sur les ingérences tunisiennes dans l'affaire algérienne (3 janvier 1957)

**Légende:** Le 3 janvier 1957, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage français (SDECE) rédige une note dans laquelle il expose l'évolution et l'organisation de l'aide apportée par la Tunisie au Front de libération nationale (FLN) en Algérie.

**Copyright:** (c) Archives Nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence

**Avertissement:** Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/note\\_du\\_service\\_de\\_documentation\\_exterieure\\_et\\_de\\_contre\\_espionnage\\_francais\\_sur\\_les\\_ingerences\\_tunisiennes\\_dans\\_l\\_affaire\\_algerienne\\_3\\_janvier\\_1957-fr-db2a67fb-dfb7-43a2-a14b-3299a02d6e24.html](http://www.cvce.eu/obj/note_du_service_de_documentation_exterieure_et_de_contre_espionnage_francais_sur_les_ingerences_tunisiennes_dans_l_affaire_algerienne_3_janvier_1957-fr-db2a67fb-dfb7-43a2-a14b-3299a02d6e24.html)



**Date de dernière mise à jour:** 01/03/2017

**SECRET**

*Signalé*

113

623

Le 3 Janvier 1957

Référence : 3/ 23.04

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
- 7 JANV 1957  
DIRECTION DES AFFAIRES  
D'ALGERIE  
SECRETARIAT

NOTICE D' INFORMATION

INGERENCES TUNISIENNES DANS L'AFFAIRE ALGERIENNE

Destinataires :

- A.E. - Cabinet
- " - SECRETARIAT GENERAL
- " - Secrétariat d'Etat aux Aff. Marocaines et Tunisiennes
- " - Dion Gle des Aff. Marocaines et Tunisiennes - Ex. 1
- " - " " " " " " " " - " 2
- " - SECRETARIAT des CONFERENCES
- " - S/Dion EUROPE MERIDIONALE
- Ambassade FRANCE TUNISIE
- INTERIEUR - Cabinet
- " - Secrétariat d'Etat aux Aff. Algériennes (Cabinet)
- " - D.G.S.N. - Cabinet - Ex. 1
- " - " " " " " " " " - " 2
- " - Dion ALGERIE
- D.N. - Cabinet - Ex. 1
- " - " " " " " " " " - " 2
- Secrétariat d'Etat aux Forces Armées - GUERRE (Aff. Alg.)
- BMFA/2
- EMA/2
- EMA/A/2
- EMGM/2
- INS/ADN
- SSDN.EA
- M. le Ministre résidant en ALGERIE
- M. le Général Commandant la Xème Région
- Gouvernement Général ALGERIE
- Sécurité Générale ALGERIE
- M. le Général Commandant Supérieur au MAROC

**SECRET**INGERENCES TUNISIENNES DANS L'AFFAIRE ALGERIENNE

Les différentes informations relatives aux ingérences tunisiennes dans la rébellion algérienne, qui ont été diffusées par le service, sont regroupées sous les rubriques suivantes :

I/ Situation à la fin de l'année 1955II/ Les prémisses de l'aide tunisienne

- 1) Premiers contacts
- 2) La phase oratoire
- 3) La phase active

III/ Organisation et développement de l'aide Tunisienne

- 1) Installation du F.L.N. en Tunisie
- 2) Matérialisation de l'aide Tunisienne

IV/ Difficultés et rodage du mécanisme de l'aide

- 1) Les difficultés
- 2) Les mesures prises

V/ L'aide tunisienne massive et officielle

**SECRET**Ingérences tunisiennes dans l'affaire AlgérienneI/ Situation à la fin de l'année 1955

Jusqu'à la fin de l'année 1955, la rébellion algérienne recevait principalement une aide extérieure de l'Égypte et le seul appui tunisien au F.L.N. provenait de SALAH ben YOUSSEF et de ses partisans.

Une lettre de Ben BELLA, datant du 28 Novembre 1955, atteste en effet que le F.L.N. considérait comme un succès et comme un avantage pour les acheminements d'armes de Libye en Algérie, l'implantation de 300 Youssefistes dans le Sud Tunisien.

De ce même document, il ressort que les dirigeants F.L.N. attendaient un soulèvement Youssefiste en Tunisie, contre le régime BOURGUIBA. Ce soulèvement s'inscrivait dans un projet de soulèvement général en Afrique du Nord.

Dans les mois qui suivent, les algériens rencontrent de grandes difficultés du côté tunisien (trafic d'armes et stationnement de bandes sur le territoire). Ces difficultés proviennent à la fois de la présence de troupes françaises qui opèrent librement et de l'attitude des autorités tunisiennes, contraintes de lutter contre le Youssefisme et les éléments du F.L.N. en collusion avec lui.

Pour faire cesser cette équivoque, et peut-être aussi pour combler le fossé que cette attitude hostile à la "Cause Algérienne" creuse entre le monde arabe et son régime, BOURGUIBA oriente progressivement la position tunisienne vers une aide à la rébellion Algérienne. Cette évolution doit également retirer à SALAH ben YOUSSEF la raison d'être des appuis qu'il reçoit d'Orient.

II/ Les prémices de l'Aide Tunisienne1) Premiers contacts

Cette aide est d'abord très discrète .

En Janvier 1956, BOURGUIBA charge Hassine ZARROUK, Président de la Fédération Destourienne de Kasserine de se mettre en rapport avec les chefs des groupes algériens implantés dans toute la zone frontière Algéro-tunisienne afin de leur demander de ne pas appuyer les Youssefistes, moyennant les avantages suivants:

.../...

**SECRET** .../...

a) Installation de groupes algériens dans une zone de 50 kms le long de la frontière Algéro-Tunisienne, à condition qu'ils ne s'y livrent à aucune opération.

b) Ravitaillement de ces groupes en vivres.

c) Assistance médicale aux malades et blessés.

Début février, le Bureau Politique du Destour donne confidentiellement aux chefs des Fédérations de la zone frontière des instructions pour prendre contact avec les Chefs de bandes algériennes et de leur fournir toute l'aide qu'ils pourraient demander.

Ces consignes rencontrent quelque opposition de la part des responsables destouriens qui craignent qu'elles ne provoquent un déferlement d'algériens difficiles à "entretenir" comme à "contenir" et de renforcer encore la position des partisans de SALAH Ben YOUSSEF.

## 2) La phase oratoire

Ce renversement d'attitude des Autorités Tunisiennes ne peut se concrétiser que progressivement et BOURGUIBA s'emploie à préparer l'atmosphère tout en veillant à ce que sa nouvelle position ne compromette pas les relations Franco-Tunisiennes et ne heurte pas l'opinion française .

C'est dans cette ligne que se place une déclaration de BELKHODJA, ambassadeur de Tunisie à PARIS qui souligne :

-que BOURGUIBA doit se garder à tout prix de devenir le BAO DAÏ de l'A.F.N.

-qu'il doit envisager l'hypothèse d'une Algérie indépendante et que dans cette hypothèse, BOURGUIBA ne peut, en aucune façon, faciliter la tâche répressive des Français en leur permettant de pourchasser les Algériens sur le sol tunisien .

## 3) La phase active

Le 17 Avril, Taïch BOUHAHOUC, responsable politique F.L.N. pour le Constantinois, accompagné de Amor DJEBAR dit "Caïd Ali" Chef de secteur de la rébellion algérienne, prend contact à TUNIS avec le Bureau Politique du Neo-Destour et obtient, le même jour, une entrevue avec BOURGUIBA.

Cette entrevue se déroule en présence de Mongi SLIM et de Taïch MEHRI, respectivement Ministre d'Etat et Ministre de l'Intérieur.

.../...

**SECRET**

.../...

-3-

Elle permet un échange de vues sur les différents problèmes politiques concernant l'Algérie et la Tunisie .

BOURGUIBA demande à Taïeb BOUHAHOUC de séjourner quelque temps à TUNIS pour pouvoir rester en liaison permanente avec le Bureau Politique et lui désigne Taïeb SABBANI et Mahmoud EL LEFFI, responsables des comités de vigilance, comme intermédiaires avec le Bureau Politique du Neo-Destour .

Taïeb BOUHAHOUC met à profit ces bonnes dispositions pour demander que, dans un premier temps, une aide en vivres et en médicaments soit accordée aux rebelles algériens stationnés en Tunisie et qu'en outre les Services de la Santé Publique Tunisienne soient mis à la disposition des Algériens dans les zones frontalières libyenne et algérienne .

BOURGUIBA faisait également mettre à la disposition de BOUHAHOUC un bureau au siège du Neo-Destour .

### III/ Organisation et développement de l'aide Tunisienne

#### 1) Installation du F.L.N. en Tunisie

Dès lors, l'aide apportée par la Tunisie à la rébellion Algérienne s'organise de plus en plus ouvertement. Le F.L.N. maintient en permanence une délégation à TUNIS qui prend le nom de "Comité d'aide aux réfugiés algériens" et qui est constituée exclusivement par des membres du F.L.N.

Taïeb BOUHAHOUC et son adjoint, Amor DJEBAR s'installent dans le bureau mis à leur disposition par le Destour. Ils s'adjoignent, en Mai 1956, Hassen HACHANI que BOUHAHOUC présente à BOURGUIBA comme délégué politique du F.L.N.

Ces représentants algériens se répartissent comme suit les activités :

BOUHAHOUC se réserve les contacts avec les autorités tunisiennes, notamment avec Taïeb MEHIRI, Ministre de l'Intérieur, et se consacre plus particulièrement aux questions militaires :

- armement
- recrutement
- ravitaillement
- renseignement .

.../...

**SECRET.**

Amor DJEBAR assure la liaison avec l'Algérie. En Mai, il se rend dans l'Aurès en qualité de représentant de BOUHAHOUC pour assister à une conférence des représentants du F.L.N.

Hassen HACHANI est chargé de l'endoctrinement des algériens résidant en Tunisie.

Il convoque les cheikhs algériens de Tunisie et leur fait savoir que désormais ils ne devront plus se soumettre aux autorités françaises et seront placés sous le contrôle du F.L.N.

Les étudiants algériens de la Zitouna sont embrigadés pour prendre part à la propagande du F.L.N.

## 2) Matérialisation de l'aide Tunisienne

Les autorités tunisiennes apportent alors aux rebelles algériens une aide massive dans tous les domaines .

### a) Elles leurs ouvrent largement le territoire Tunisien .

Les rebelles algériens en difficulté franchissent la frontière, trouvent auprès des représentants tunisiens de l'autorité centrale toutes les complicités pour être mis à l'abri des entreprises des forces françaises stationnées en Tunisie. Ces réfugiés sont ravitaillés et hébergés.

b) Les blessés reçoivent sur place les soins nécessaires qui leurs sont donnés dans les hôpitaux tunisiens de la région frontière, les plus gravement atteints sont transférés dans les hôpitaux régionaux et jusqu'à TUNIS. Il est rappelé au personnel médical par le Ministère Tunisien de la Santé Publique par note de service en date du 30.5.1956 qu'il ne doit en aucun cas donner des renseignements sur les activités des hôpitaux et sur les personnes qui y sont en traitement .

### c) Le ravitaillement en armes est organisé sur une vaste échelle.

Pour déjouer la vigilance des Forces Françaises stationnées en Tunisie, les camions des Maghzen et de la Garde Nationale assurent les transports à l'intérieur du territoire .

Des dépôts sont constitués dans les casernes tunisiennes ou dans les locaux des fédérations destouriennes, en particulier à MAKTAR et à SOUK el ARBA.

.../...

**SECRET**

Les armes prises sur les Youssefistes sont stockées par les autorités tunisiennes et livrées aux algériens.

Pour faciliter l'arrivée des armes venant de l'extérieur, des points de débarquement sont choisis sur les côtes tunisiennes, en particulier au CAP BON et dans le SAHEL. Les fédérations destouriennes des régions intéressées sont chargées d'assurer la sécurité de ces opérations .

d) Pour faciliter le recrutement et les collectes de fonds, les autorités tunisiennes apportent leur appui aux délégués du F.L.N. Les algériens installés en France et qui sont invités à rejoindre les rangs de la rebellion rejoignent par TUNIS et sont embri- gades dès leur arrivée .

#### IV) Difficultés et rodage du mécanisme de l'aide

##### I) Les difficultés

Les divisions qui subsistent au sein de la rebellion algérienne ne devaient pas manquer de se manifester en Tunisie .

En Août 1956, la découverte à la MANOUBA, dans la banlieue de TUNIS, d'un dépôt clandestin d'armes constitué par des algériens opposés au F.L.N. donna quelques inquiétudes au gouvernement tunisien, inquiétudes d'autant plus graves qu'il s'avéra très vite que des dissidents faisaient cause commune avec le mouvement Youssefiste.

BOURGUIBA dirige en personne les mesures à prendre, les armes sont récupérées par les autorités tunisiennes et placées en lieu sûr avant d'être remises aux délégués du F.L.N.

L'organisateur de ce dépôt, un certain ABDELHAI, est arrêté par les tunisiens et remis aux délégués du F.L.N.

BOURGUIBA entend que des dispositions soient prises pour éviter le retour de pareils incidents .

##### 2°/ Mesures prises

Le Ministère de l'Intérieur prend, dans ce but, une série de mesures qui sont signifiées aux délégués du F.L.N.

a) Les algériens stationnés en Tunisie ne sont plus autorisés à collecter ou à acheter des armes en Tunisie ni à effectuer le transport vers l'Algérie .

Le Chefs de Fédérations Destouriennes et les Gouverneurs doivent désigner des équipes de "vigiles" tunisiens qui collecteront les fonds et achèteront les armes pour le compte des algériens.

.../...



**SECRET.**

Les armes doivent être acheminées à TUNIS, soit au Siège du Bureau Politique, soit à la caserne FORGERIOL pour être ensuite transportées à SOUK el ARBA, dans la serne des supplétifs, où elles seront remises aux délégués du F.L.N.

b) Toute arme détenue, soit par un algérien, soit par un Tunisien non muni d'une autorisation de l'autorité tunisienne devra être saisie.

Ces mesures ne sont pas destinées à ralentir l'aide à la rebellion algérienne, mais à la normaliser.

c) Le Ministre de l'Intérieur a chargé un fonctionnaire de son administration, Mahmoud EL LEFFI, membre du Bureau de la Fédération Destourienne à TUNIS, de veiller à l'application de ces décisions.

Sous l'autorité de ce dernier, deux organismes sont constitués :

- Un Comité Tunisien d'aide aux Algériens

- Un comité de Contrôle de leurs activités

Le Comité d'aide, qui comprend Allala LAOUTI, ancien secrétaire particulier de BOURGUIBA, est placé sous l'autorité de Ahmed TLILI, qui a depuis remplacé Ahmed Ben SAIAH à la tête de l'U.G.T.T. et a été chargé des fonctions de Directeur du Bureau Politique du Néo-Destour. Il donne rapidement une impulsion sensible à toutes les opérations d'aide aux rebelles algériens.

Le Comité de contrôle comprend Hassen OUARDENI, Ali MAHJOUB, Hassen AYOUBI, tous anciens Chefs fellagha "versés" dans la Garde Nationale.

Ces deux comités sont en contact permanent avec les représentants F.L.N. à TUNIS.

Les antennes de Radio-TUNIS sont mises à la disposition des propagandistes algériens et le ton de l'émission quotidienne "La Voix de l'Algérie Secour" monte à l'unisson des radios du CAIRE et de DAMAS.

V/ L'aide Tunisienne massive et officielle

A l'aide matérielle, organisée et normalisée, BOURGUIBA devait rapidement ajouter son aide politique, animé d'ailleurs par l'arrière pensée de saisir l'occasion fournie par le problème algérien pour faire accéder la Tunisie à la scène politique internationale.

.../...

**SECRET**

En août 1956, il fait parvenir à Ferhat ABBAS un message l'invitant à s'installer à TUNIS où il se trouvera dans des conditions plus favorables pour discuter d'un "cessez le feu" en Algérie. Il promet, dans ce message, au leader algérien "son appui politique total" et l'assure "qu'il usera d'attermoiements dans les négociations franco-tunisiennes tant qu'une solution de la question Algérienne ne sera pas en vue".

BOURGUIBA devait rencontrer Ferhat ABBAS, mais l'entrevue eut lieu en Suisse le 5 Août 1956.

BOURGUIBA s'entretint également à PARIS avec l'avocat Algérien : BOUMENDJEL, représentant officieux de Ferhat ABBAS.

Rencontrant sur ce terrain la concurrence du Sultan du Maroc, BOURGUIBA prépare à TUNIS une conférence à laquelle Mohamed V est invité et qui réunira autour du Souverain Marocain et du Premier Tunisien les principaux leaders Algériens.

La préparation de cette conférence attire à TUNIS de nombreux Chefs F.L.N. Ahmad MAHSAS, alias Ali el DJEZAIRI, quitte TRIPOLI et s'installe à TUNIS .

BENAOUA, alias Commandant MOURAD, délégué Militaire du F.L.N. arrive d'Algérie à la même époque et se fixe également à TUNIS .

BOURGUIBA attendait beaucoup de cette conférence tant pour son prestige que pour son influence politique personnelle sur une Afrique du Nord indépendante .

On sait comment ce projet tourna court avec l'arrestation des cinq chefs rebelles à ALGER .

Bien que réduite, la représentation diplomatique tunisienne à PARIS fournit une aide précieuse à la cause Algérienne. Plusieurs cas types sont à noter :

a) un membre de l'organisation clandestine du F.L.N. à PARIS, DOUM Ahmed, alias REDA, est arrêté à PARIS le 7 Novembre 56, il est trouvé porteur d'un passeport tunisien établi au nom de Salah MESTIRI, étudiant Tunisien, ce passeport porte la photographie de DOUM authentifiée par le timbre de la Sûreté Nationale Tunisienne et le N° 09409, il a été délivré à TUNIS le 20.10.1956.

b) En décembre 1956, le leader syndicaliste Algérien Rachid Ben ABDELAZIZ, rallié au F.L.N. et réfugié en Tunisie, accompagne Ahmed BEN SALAH, secrétaire Général de l'Union Générale Tunisienne du Travail (U.G.T.T.) en Belgique et voyage avec un passeport tunisien établi au nom de Mohamed BEN ABDELKADER, tunisien, N° 10379, délivré à TUNIS le 15.11.1956 .

**SECRET**

c) Un membre du F.L.N. non identifié, en relations étroites avec Ferhat ABBAS, circule en Belgique, en Suisse, en Tunisie, en Tripolitaine et en Egypte avec un passeport Tunisien établi au nom de HASSAN Ben Ali et portant le N° IO505I, délivré à TUNIS le 7.6.56.

d) Mohamed El GHARBI, Nord Africain qui réside à HAMBURG où il s'occupe des expéditions sur la France du journal "El MOUJAHID" imprimé dans cette ville et organe officiel de la rébellion algérienne, est également détenteur d'un passeport tunisien délivré à HAMBURG le 22.II.1956 sous le N° II43.

Sur le plan des relations avec la France vient s'inscrire, après l'arrestation des leaders F.L.N. la campagne orchestrée en Tunisie pour un départ des troupes françaises stationnées dans ce pays, campagne assortie de multiples incidents.

Le départ des troupes françaises rendrait en effet plus faciles le stationnement, l'entraînement, l'équipement, le regroupement des rebelles algériens stationnés en Tunisie .

Le Neo-Destour et le gouvernement Tunisiens ont, de plus désigné deux avocats tunisiens, Abdelnajid CHAKER et Abderrahman ABDENNEBI pour venir à PARIS assurer la défense des cinq leaders algériens arrêtés à ALGER.

#### Intensification de l'aide aux Algériens après l'affaire de SUEZ

Au moment du déclenchement des opérations Franco-Britanniques à SUEZ, le Gouvernement tunisien se tient sur une prudente réserve, mais, dès qu'il s'avère que MASSER survivra à l'affaire, BOURGUIBA et son gouvernement relancent leur aide aux algériens et semblent vouloir la substituer à celle du gouvernement égyptien .

Le Gouvernement tunisien fait savoir, fin Octobre aux réfugiés algériens installés au CAIRE et à TRIPOLI qu'ils ont à craindre une reprise en main par les autorités Britanniques des Services de Police Libyens et les invite à venir s'installer en Tunisie .

Ahmed MAHSAS, qui avait rejoint TUNIS à l'occasion de la préparation de la conférence est rejoint par ses collaborateurs, soit une vingtaine d'algériens dont un radio formé en Orient. Ahmed MAHSAS prend la direction des questions d'armes et plusieurs débarquements sont signalés sur les côtes tunisiennes . Les armes débarquées sont acheminées vers l'Algérie par des véhicules fournis par le Neo-Destour . C'est lui qui exploite avec Ahmed TLILI les renseignements recueillis sur les troupes françaises stationnées en Tunisie .

Le Comité F.L.N. sous sa même étiquette de "Comité d'aide aux réfugiés Algériens" se réorganise et, début novembre, il s'articulait comme suit :

.../...

**SECRET**

Ahmed MAHSAS, délégué du Front de Libération Nationale (F.L.N.) à TUNIS - Principal responsables des algériens .

BENAOUDA, alias Commandant MOURAD, délégué militaire du F.L.N., chargé des questions militaires et de la répartition des armes .

Taieb BOUHAOUCH, chef de ce comité, devient l'adjoint de BENAOUDA et forme un sous-comité de liaisons et de coordination entre les divers groupes algériens implantés dans la zone nord de la frontière Algéro-Tunisienne . Ce sous-comité s'installe dans la caserne de SOUK el ARBA .

Abbas TURKI, syndicaliste algérien, vice-président de l'Union Générale des Commerçants Algériens (U.C.M.A.) et membre de la délégation du F.L.N. est chargé des questions financières .

Hassen HACHANI, comme BOUHAOUCH membre du premier comité, est chargé de la propagande et du recrutement .

Ce comité est en liaison étroite avec les autorités tunisiennes et en particulier avec Ahmed TLILI, chef du Comité Tunisien d'aide aux Algériens constitué sous la haute autorité de Mahmoud El LEFFI .

Sous la direction d'Ahmed TLILI :

Tidjani ben KHELIFA, tunisien, fonctionnaire des travaux publics au Service des Transports est chargé des transports d'hommes, de matériel, d'armes et de vivres .

De plus, Azouz REBAI, Président de la Fédération Destourienne de TUNIS et Banlieue et secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux sports est placé par BOURGUIBA dans ce Comité et semble avoir pour mission de régler les incidents pouvant survenir entre Tunisiens et Algériens ou entre Algériens eux-mêmes .

Iazhar CHRAËTI, ex-chef fellagha tunisien est désigné en décembre par le gouvernement tunisien comme "collaborateur technique" des chefs Algériens. Il installe son P.C. à GAFSA .

Cette organisation renforcée semble fonctionner parfaitement et un plan est soumis par les représentants F.L.N. en Tunisie à BOURGUIBA .

Ce plan prévoit une offensive générale en Algérie coïncidant avec l'inscription de la question algérienne à l'O.N.U.

Les délégués F.L.N. demandent à BOURGUIBA de mettre à profit l'admission de la TUNISIE à l'O.N.U. pour défendre devant cette instance internationale la cause algérienne et, dans le même temps les rebelles algériens se regroupent à la frontière Algéro-Tunisienne .

.../...

**SECRET**

On sait ce qu'a été l'action de BOURGUIBA à l'O.N.U. et; début décembre, des regroupements de rebelles algériens sont signalés à la frontière Algéro-tunisienne. Leur nombre est estimé à 5000 le 5 Décembre, échelonnés par groupes de 300 à 500 depuis la Khourmia jusqu'à la région de GAFSA, à SILIANA, PAVILLIER, HADJEB el AIOUN, LE KEF, REDEYEF. Ces groupes sont soumis à un entraînement intensif et fortement armés, leur armement est fourni en partie par le gouvernement tunisien et est en totalité transporté par des véhicules de l'armée tunisienne.

De plus, plusieurs chefs de groupes rebelles dont Krin BELGACEM, chef de la Wilaya N° 3 (Kabylie) se sont rendus ces temps derniers en TUNISIE pour y conférer avec les responsables F.L.N. Le 13 Décembre, il se confirmait à TUNIS qu'une importante conférence de tous les grands responsables de la rébellion algérienne était en projet, sans que puisse être connu encore le lieu et la date exacte de sa réunion.

Cette conférence, qui devait se tenir avant le départ de BOURGUIBA à l'O.N.U. avait été ajournée à la demande de celui-ci qui désirait se documenter d'abord aux U.S.A. et connaître la position américaine sur la solution du problème algérien.

Le 13 Décembre, Taleb El Arabi SOUFFI, important chef rebelle de l'AURES, arrivait à TUNIS. Il était reçu par BOURGUIBA dans la nuit du 14 au 15.

Taleb SOUFFI demandait "aux Tunisiens" que soit encore intensifié le ravitaillement en armes, vivres et équipements des formations de l'AURES et proposait le déclenchement immédiat d'une action d'envergure dans le Constantinois (région de BONE SOUK AHRAS), action qui relâcherait la pression exercée sur l'AURES et la frontière Sud-Algéro-Tunisienne et produirait un effet moral certain sur les combattants de la Libération Nationale /

BOURGUIBA n'approuve pas ces propositions et déclare:

-que l'action en Algérie devait être à l'image de celle qui s'est déroulée en Tunisie,

-que les Algériens devaient se livrer au bluff, évincer ou liquider les opposants qu'ils soient musulmans ou européens et que trop de désaccords existaient encore entre les responsables Algériens.

BOURGUIBA a demandé à TALEB el SOUFFI de différer toute action d'envergure jusqu'à ce que la position américaine sur le problème algérien ait été précisée.